

L'Association Accueil et Réinsertion Sociale devient propriétaire

À l'étroit dans une maison louée depuis 25 ans en qualité de siège sociale, l'AARS spécialisée dans l'aide sociale auprès de 3 000 personnes dans le département inaugurerait ce jeudi ses nouveaux bureaux.

Adios la maison de 200 m² louée au 112 boulevard Jean-Jaurès, au bail emphytéotique qui arrivait à son terme. Un chapitre de 25 ans de l'AARS vient de se tourner avec l'inauguration, ce jeudi d'un nouveau siège social.

Les 17 membres bénévoles de la gouvernance de l'Association d'Accueil de Réinsertion Sociale ont effectivement validé l'investissement et l'achat d'un nouveau siège social.

45 ans après sa création, la structure trouve dans le quartier Nancy Grand-Cœur, au 3 rue Edmonde Charles Roux, les 400 m² nécessaires au pilotage de ses 59 dispositifs d'aide sociale qui accompagnent en Meurthe-et-Moselle plus de 3 000 personnes dans le besoin.



Valérie Jurin, présidente et Rémi Bernard, directeur général de l'AARS dont le siège social est dorénavant situé au 3 rue Edmonde-Charles-Roux. Photo A.H

Le troisième étage de cet immeuble récent est entièrement dédié à l'AARS.

Une structure de 400 salariés

Cet investissement d'un acteur social donnera inévitablement du grain à moudre chez de potentiels détracteurs. L'opération est pleine-

ment assumée selon le Directeur général de l'AARS, Rémi Bernard : « Ce nouveau siège social représente un investissement de 1,2 million d'€, en partie avec nos fonds propres, dans un budget global de 37 millions d'€. Il y avait urgence à se projeter dans l'avenir, et surtout être plus efficace pour nos salariés et

donc les personnes que nous accompagnons. Nous centralisons ici les services et nous avons, enfin, à présent une salle de formation pour nos 400 salariés. Globalement cela promet une plus grande efficacité opérationnelle ».

L'inauguration de ce siège social s'apprécie en outil structurant et nécessaire à la mission de l'AARS.

Présidente de cette association gérant entre autres de l'appel d'urgence du 115, l'accueil d'urgence, des accès à l'hébergement et au logement, aux services sociaux pour divers publics, Valérie Jurin voit plus loin.

« Actuellement, nous ambitionnons de réduire le parcours d'accès au logement. Dans ce champ, on s'intéresse notamment au vieillissement de la population, de personnes qui ne peuvent aller en EHPAD pour qui nous n'avons pas de structure spécifique. Nous réfléchissons à une forme d'habitat intergénérationnel ».

Un site lunévillois serait à l'étude.

● Aymeric Humbert